

Préambule : le débat ne prévoit pas que l'on vérifie ici l'utilité du débat. Toutefois, l'assemblée, dans son unanimité (sauf deux membres) propose que soit notée en préambule notre méfiance quant à l'utilisation de la synthèse de ce débat (l'utilisation des fruits de ce genre de débat n'ayant pas toujours été conforme aux attentes). En définitive, nous sommes là parce que nous n'avons pas démissionné à l'appel.

Sujet n° 8 : Comment motiver et faire travailler les élèves ? Phase 1 : Constat.

L'ensemble des participants (professeurs en majorité, mais aussi parents d'élèves et élèves) constatent unanimement et d'emblée, que l'élève ne ressent plus le sens de ce qu'il fait à l'école :

- manque d'intérêt pour certains cours, ce qui engendre l'ennui,
- manque, voire refus, de travail,
- manque d'investissement dans la vie du Lycée.

Face à ce constat, deux questions clés semblent pouvoir cadrer le débat :

- Faut-il adapter l'institution scolaire au nouvel élève, produit par la massification du secondaire ?
- L'institution scolaire doit-elle rester fidèle à certains principes et les faire admettre aux élèves ?

Un premier ordre de problème s'impose avec évidence : celui de L'ORIENTATION.

Des professeurs évoquent les efforts qu'ils ont réalisés dans le choix de textes en section scientifique, pour intéresser leurs élèves : réflexion sur la notion de progrès à partir de textes de Rousseau et de Baudelaire, et dont les effets ont été décevants. Dans d'autres disciplines, d'autres professeurs ont pu faire le même constat.

Une mère d'élève fait remarquer que les élèves choisissent leur orientation à partir des notes qu'ils ont obtenues au cours de l'année de seconde et non en fonction de leur motivation. L'enjeu du baccalauréat les induit ensuite à travailler en fonction des coefficients. Mais cette mère déplore cet état de fait, puisqu'elle constate que des élèves titulaires d'un bac S se retrouvent ensuite en difficultés dans leurs études de Droit ou de Lettres faute d'avoir acquis au Lycée une culture générale assez solide.

Le débat que cette remarque entraîne apporte quelques nuances : les élèves de S sont parfois les meilleurs dans les cours de langue : il existe une relation subtile entre motivation (qui peut être moyenne ou faible) et travail (qui peut-être malgré tout efficace) ; mais globalement, tout le monde convient qu'une réflexion entre orientation et motivation s'impose.

En réalité, le problème de l'orientation se pose dès le Collège : les professeurs déplorent de voir des élèves « égarés » au Lycée, accablés d'un retard irrattrapable, et qu'il faut réorienter au bout de deux années de Seconde faute qu'ils aient accepté les conseils de réorientation qu'on leur avait donnés à la fin de la première année : la raison de cette obstination est la disqualification, « la mauvaise image », dont souffrent les filières technologiques.

Un Conseiller d'orientation rappelle que notre district est celui qui oriente le moins en Seconde générale et que les classes des Lycées techniques font toutes le plein.

Une mère d'élève témoigne et s'indigne des quotas fixés par le Ministère et le Rectorat et qui sont imposés aux Principaux de Collèges sans aucun souci ni de l'intérêt ni de l'avenir des enfants.

Un élève confirme les pressions qui sont exercées dans les Collèges afin de les convaincre d'aller en Seconde générale.

Cet élève dit aussi la différence de niveau, selon lui, entre le Collège et le Lycée.

Un professeur insiste sur la nécessité d'aider les élèves à s'adapter. Un Conseiller d'orientation, pense que les élèves pourraient être motivés par les psychologues d'orientation. Un professeur de Lettres déplore surtout la lourdeur des effectifs en classe de Seconde qui ne permet pas de connaître suffisamment bien les élèves. Ce constat est confirmé par une élève qui souligne que dans les classes à effectifs légers, l'ambiance est bien meilleure et beaucoup plus propice au travail.

Un professeur de philosophie prévient que la différence est encore plus brutale entre le Lycée et l'Université. Il rappelle que dans le Lycée, il n'y a vraiment pas de temps à perdre : le Lycée est le lieu de l'apprentissage de l'autonomie (par exemple dans la prise de notes, dans la compréhension des textes écrits, dans la maîtrise d'une bibliographie). Malheureusement, au lieu d'être perçue comme un défi, la difficulté décourage l'élève qui baisse les bras dès la première mauvaise note reçue et se laisse prendre par le mouvement de l'échec qui entraîne l'échec.

La réflexion menée en commun a fait ressortir aussi un autre symptôme de malaise : L'ENNUI DES ELEVES.

Un élève de S pose le problème de l'utilité des programmes : il affirme que dans les enseignements littéraires l'on s'ennuie, que les « trucs anciens, ça le gave » ; il a le sentiment, d'année en année de ne rien apprendre de nouveau et que l'ennui vient de l'impression de répétition.

Un étudiant de BTS pense que les programmes ne sont pas assez concrets, par exemple en anglais, où il regrette que les cours soient consacrés à l'étude d'œuvres, mais ne permettent pas de se débrouiller dans la vie concrète (acheter un billet de métro par exemple).

Un professeur de Philosophie pose la question de savoir si c'est bien la finalité des programmes que d'être utiles : la Philosophie, les Lettres, l'Histoire ne sont pas « utiles », mais elles sont porteuses de sens et c'est ce que doivent d'urgence comprendre les élèves.

Un professeur de BTS remarque que jusqu'en 2000, l'aspect pratique des actions permettait de montrer l'intérêt des cours théoriques. Depuis, cette synergie entre pratique et théorie ne fonctionne plus ; l'enseignement pratique ne les motive pas davantage que l'enseignement théorique : la situation est grave au point que, lorsque des élèves doivent engager des actions en entreprise, ils ne prennent plus aucune initiative.

Un professeur d'Economie-Gestion remarque aussi que même lorsque l'on parvient à intéresser les élèves pendant les cours, par manque d'efforts, ils ne réinvestissent pas le contenu de leur expérience dans d'autres cours ou dans leur vie.

Nous avons donc dû, sur ce point, faire le constat aggravant que l'enseignement pratique ne donne pas plus de sens que le théorique et que prendre plaisir à apprendre ne suffit pas à travailler cet enseignement.

Le sentiment d'ennuyer les élèves est perçu par les professeurs de façon très désagréable. Mais la plupart manifestent leur accord avec un professeur de Lettres qui affirme qu'il ne faut pas rougir d'inviter les élèves à aborder des sujets qui *a priori* ne les intéressent pas et qu'il faut absolument veiller à transmettre la plus vaste culture générale possible. Celle-ci, en effet, sera la plus ferme garantie de pouvoir s'adapter aux situations les plus diverses.

LE ROLE DES NTIC

Un professeur d'Anglais pose la question du rôle des nouvelles technologies dans l'accélération de l'ennui des élèves en classe : les nouvelles générations prennent l'habitude de recevoir des informations en continu, mais très superficiellement, et les oublient aussi vite qu'elles ont été reçues. Cela se perçoit très bien lorsque l'on fait faire des recherches sur l'Internet : les élèves trouvent très vite des renseignements, mais ne se les approprient pas ; certains vont jusqu'à remettre tel quel le texte imprimé obtenu sur l'Internet... sans l'avoir lu et avec la conviction d'avoir fait un excellent travail !

Un professeur de Philosophie résume le problème en demandant quelle avait été la plus value pédagogique des nouvelles technologies. Un professeur d'Histoire rappelle toute la pression qui a été exercée par la société et le Ministère de l'Education Nationale pour faire apparaître les nouvelles technologies comme prioritaires, au point de faire percevoir les enseignements généraux comme

dépassés ou relatifs. Ne sommes-nous pas tombés dans un piège ? Il est grand temps de rappeler que les nouvelles technologies ne sont que des outils et que leur intérêt est proportionnel à la culture que l'on maîtrise.

Les NTIC ont développé une culture de la rapidité qui aboutit à un raisonnement du type « faire = obtenir » et se traduit trop souvent par : « aller au Lycée = réussite immédiate et automatique ». Ce comportement consommateur déresponsabilise les élèves et les amène à considérer que tout leur est dû et doit leur être servi : ce que les professeurs constatent quotidiennement dans la réticence à l'apprentissage de la prise de notes (donc à l'autonomie), la recherche de la sécurité procurée par le cours dicté, par le refus de considérer les annotations mises par les professeurs sur les copies : on compare sa copie avec celle de son voisin et on revendique des points supplémentaires.

Un professeur d'Histoire pose la question de savoir si la multiplicité des réformes, des débats sur l'école, en insistant sur le fait que « ça ne marche pas », n'ont pas eu pour effet d'aggraver cette irresponsabilité généralisée, tant des élèves que des parents. La prétention de placer les élèves au centre du système (alors que de toutes façons ils sont au centre de la préoccupation des professeurs) a eu pour effet de relativiser les savoirs et de faire perdre le sens de l'effort.

<p>Sujet n° 8 : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves. Phase 2 : solutions</p>
--

ETABLIR UN CONTRAT

Dans son domaine propre, que peut faire l'école face à la démotivation des élèves ?

- Comment l'école peut-elle s'associer aux familles pour rétablir ces valeurs ? Les parents doivent-ils être présents jusque dans l'école ? Faut-il aller jusqu'à ramener les parents sur les bancs de l'école pour les aider à intégrer certaines connaissances ? Il est essentiel que les parents comprennent que les commentaires dégradants sur l'utilité des connaissances scolaires ou sur l'injonction de l'effort sont profondément destructrices pour leurs enfants.

Les professeurs constatent que peu de parents répondent « présents » aux réunions parents / professeurs, surtout les parents d'élèves de Première et Terminale (ce qui se comprend d'une certaine manière, puisqu'à ce niveau, les jeunes commencent à se prendre en charge).

Un professeur de Sciences et Vie de la terre témoigne de la vision dégradée, démolie, des professeurs dans l'opinion publique, systématiquement assimilés à des fainéants ; elle rappelle qu'au Lycée, il y a des structures d'accueil pour les parents d'élèves, un parloir où les rencontres entre professeurs et parents peuvent avoir lieu sur rendez-vous à n'importe quel moment de l'année ; que de toute façon, en cas d'urgence, il y a une présence de 7 h 30 à 19 h et que l'accueil des parents est possible.

Une mère d'élève rappelle que l'école n'est pas la seule institution du Service public dont l'image soit dégradée ; elle impute une partie de cette situation à la crise économique. Mais elle affirme que tous les parents ne sont pas tous démissionnaires ; elle demande que les professeurs eux aussi sachent se remettre en cause.

La question est débattue de savoir comment on peut davantage ouvrir l'école aux familles. Des expositions à l'occasion des journées portes ouvertes ? Les « journées de la science » ne devraient-elles pas davantage être suivies par les parents ? Faut-il aller jusqu'à organiser des expositions ou des animations (cf. les spectacles offerts par l'atelier théâtre à la MJC et auxquels très peu de parents se rendent) hors de l'école pour vaincre le blocage que celle-ci inspire à certains parents ? Faut-il ouvrir l'école en dehors du temps scolaire ? et pour quoi y faire ... ?

Mais un professeur d'Economie avertit que ces solutions ne travaillent qu'en surface, qu'elles ne répondent pas au gros du problème qu'est celui de la démotivation.

Un professeur de Lettres montre que certaines propositions énoncées relève de l'élitisme social et que de toute façon il n'est pas question d'organiser une école des loisirs mais de la culture ; il

ne faut pas être démagogue vis-à-vis des élèves : il faut être pédagogue en les élevant ; ce sont les élèves eux-mêmes qui doivent véhiculer une image revalorisée de l'école.

Un professeur d'histoire rappelle qu'il ne faut pas effacer les limites entre l'école et le reste de la société : d'une certaine manière, l'école doit redevenir un sanctuaire elle ne doit pas être réduite à un supermarché ; apprendre, c'est aride, c'est dur, c'est une réalité qui est la condition absolue de tout apprentissage. Comment se fait-il que l'on en soit venu à ne plus voir cette évidence ? Certains discours sur l'école et notamment sous certains gouvernements, de la part de Ministres de l'Education nationale eux-mêmes, ont, par démagogie, violemment contribué à cette occultation.

L'idée se dégage finalement qu'une solution serait d'établir un contrat signé entre les familles et le Lycée, un engagement avec des droits et des devoirs. Un représentant de la société civile, membre de la municipalité pense que le contrat ne vaut que s'il y a un suivi. L'idée qu'une instance tierce, formée de travailleurs sociaux, parlant le langage des parents, pourrait être saisie par les professeurs qui attireraient ainsi son attention sur une famille en difficulté. Les familles pourraient l'interpeller de même.

LES PROGRAMMES

La question cruciale reste de savoir comment l'école elle-même peut motiver les élèves.

Pour une élève, c'est le professeur qui motive l'élève ; il le fera dans la mesure où « il incarne la matière ». Un professeur de Science et Vie de la terre reconnaît que les élèves marchent à l'affectif ; mais rappelle la souffrance des élèves qui, ne comprenant pas, peuvent se sentir insultés. Elle pense qu'il faut comprendre leur langage.

Un professeur de philosophie pose la question de savoir si nous ne sommes pas plutôt là pour leur communiquer un autre langage.

Et il dénonce les « tartufferies pédagogico-techniques » diffusées par les IUFM. Quelques jeunes professeurs approuvent la formule qui semble parfaitement correspondre à leur expérience. Les cas qui y sont étudiés sont trop théoriques, les exercices totalement infantilisants et les critiques qu'il faudrait leur opposer ne sont jamais reçues.

Le problème de la formation des enseignants est soulevé : le recrutement s'intéresse trop tard à la question de savoir si le professeur sélectionné sur la base d'une formation intellectuelle de haut niveau est fait pour ce métier là. Une personne qui se présente comme connaissant bien le milieu des ingénieurs assure que nous ne sommes pas les seuls à connaître cette aberration : dans le monde de l'industrie, les personnes chargées des relations humaines n'ont pas forcément les qualités humaines requises, malgré leur haut niveau de formation...

Un professeur d'EPS déplore que l'expérience de leur propre formation n'ait pas davantage inspiré les Instituts de Formation des Maîtres et montre que les méthodes qu'ils mettent en œuvre, dans la mesure où elles travaillent sur l'humain, sont très efficaces : tous les élèves ne sont pas des athlètes, mais beaucoup réussissent en sport. Il faudrait des professeurs disponibles pour aider des jeunes collègues en difficultés en s'appuyant sur des cas concrets de terrain.

Les professeurs qui interviennent alors reposent le problème de l'orientation et du jeu des coefficients dans la stimulation de la motivation des élèves. Les professeurs de Lettres rappellent que les élèves de S n'ont pas, face au cours de littérature, une attitude de consentement et qu'il est difficile de leur donner le goût de la lecture lorsqu'ils ne l'ont pas acquis auparavant.

L'aspect de plus en plus directif des programmes est regretté par plusieurs professeurs : l'idée que le nombre d'heures à consacrer à telle ou telle question puisse être inscrit dans le Bulletin Officiel apparaît comme une pure absurdité. Cela amène des professeurs « scrupuleux » à mener une véritable course, au mépris du temps dont les élèves ont besoin pour assimiler des notions souvent complexes. Dans des disciplines comme l'Histoire, où les programmes sont inévitablement lourds, puisqu'il faut transmettre des connaissances, il existe des « chapitres carrefours » qui permettent parfaitement de donner des connaissances couvrant plusieurs questions du programme tout en restant attentif aux besoins d'explications méthodologiques des élèves.

Des mères d'élèves posent la question des programmes par rapport au contenu des enseignements dans les différentes sections : l'énormité du poids des mathématiques, en section S, pose un grave problème aux élèves qui ont dû choisir cette section, alors qu'ils ne sont pas forcément des mathématiciens, parce qu'ils voulaient faire des études de médecine ou paramédicales : ils doivent consacrer à cette discipline un temps disproportionné par rapport à ce qu'ils en feront dans leur formation ultérieure (lorsqu'ils n'échouent pas carrément au bac à cause des mathématiques !).

Un professeur de mathématiques reconnaît l'absurdité du système et regrette la disparition de l'ancienne section D où le programme de mathématiques était moins lourd. D'une façon générale, il faudrait offrir un panel d'enseignements plus diversifiés dans une filière. Le problème des filières trop spécialisées se pose particulièrement pour les élèves mal orientés.

Au cours des rencontres avec les parents d'élèves de Seconde, nous sommes souvent confrontés à la difficulté de conseiller des parents dont l'enfant travaille excellentement, qui aimerait, *a priori* faire des études littéraires, mais n'en est pas encore tout à fait sûr : pour un tel élève, la seule orientation possible, c'est S ; mais s'il confirme son choix littéraire après le baccalauréat, il lui manquera une sérieuse culture philosophique, historique et littéraire. Il faudrait conserver dans toutes les sections un tronc commun fort : l'exemple de la section ES est cité en exemple : c'est une section très complète avec des coefficients bien équilibrés entre les matières.

La volonté massive et administrative (sur la seule base de quotas) du Ministère d'envoyer des élèves en S est déplorée. Un professeur a pu constater qu'au forum des étudiants, les neuf dixièmes des ateliers concernaient des filières scientifiques.

Il apparaît aussi très important de décloisonner les connaissances communes entre les matières ; cela favoriserait la transdisciplinarité. Il conviendrait d'adapter le langage entre les disciplines pour désigner la même notion.

Sur ce point un professeur de Lettres classiques insiste sur le fait qu'il faudrait davantage harmoniser et synchroniser les programmes entre les matières : cela éviterait certaines pertes de temps et l'impression ressentie par les élèves d'un rabâchage (par exemple l'Humanisme, étudié en Histoire en Seconde et en Lettres, en Première). Les élèves présents approuvent cette remarque et insistent sur l'idée que les professeurs doivent montrer qu'il existe un lien entre les matières.

Un professeur de philosophie propose qu'il soit prévu une heure de concertation en équipes pédagogiques..

LE PROBLEME DE L'ÉVALUATION retient en dernier lieu l'Assemblée.

La réflexion sur les programmes nous a fait constater à quel point les élèves cloisonnaient énormément les savoirs. Un professeur de SVT affirme qu'ils doivent se rendre compte que les exigences entre les matières sont les mêmes : la maîtrise des langues exige autant de rigueur que la résolution d'une équation mathématique ou l'élaboration d'un plan en Lettres, Philosophie et Histoire.

Pour autant, précise un professeur de SES, il y a une spécificité de chaque matière, par exemple dans le vocabulaire : la notion de pourcentage en mathématiques et en Economie n'entraîne pas la même démarche. Il existe une complémentarité entre les matières. Cela confirme l'intérêt qu'il y aurait à travailler en équipes.

Ce travail en équipe permettrait aussi d'élaborer des grilles d'évaluation.

Le débat, en effet, met clairement en évidence que les élèves ne comprennent pas assez la signification des notes qui sanctionnent les devoirs. La note motive et sert de repère pour savoir si une leçon a été maîtrisée. Mais une élève reconnaît qu'en général, « on n'analyse pas assez la signification de la note ». Bien souvent, les parents eux-mêmes sont responsables de cette attitude devant la note dans la mesure où ils limitent le suivi du travail de leurs enfants à elles seules. Un professeur d'Histoire a pu voir des élèves jeter leur copie, ou la froisser sans en lire les abondants conseils et remarques au seul vu d'une « mauvaise » note.

Un professeur de Lettres classiques déplore toutefois l'insuffisance des critères d'évaluation. Ce flou aboutit à des décalages entre les notes de l'année et celles obtenues au baccalauréat. : il

faudrait définir plus fermement les références communes. Une élève confirme cette impression ressentie par la variété des critères de notation au sein même de l'établissement. Cela crée une impression d'injustice, particulièrement dans les matières littéraires. Il faudrait indiquer les barèmes avant le devoir.

Il ne faut toutefois pas oublier, prévient un professeur de Lettres classiques, que les grilles d'évaluation ne peuvent être fournies aux élèves qu'après le devoir, sinon on donne la correction aux élèves (par exemple quand l'exercice consiste à faire un pastiche)..

Comment faire percevoir aux élèves leurs propres défauts afin de leur faire comprendre dans quelle direction ils doivent orienter leurs efforts ? Demander aux élèves de lire de petits travaux et à leurs camarades de les apprécier à partir de grilles qui leur auraient été données auparavant est un exercice évoqué par un professeur d'Economie Gestion. Mais un professeur de philosophie rappelle que cela peut devenir un exercice cruel.

Sujet n° 15 : Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

La question se pose de savoir comment l'école peut restaurer un ordre qui rende l'acte éducatif possible. Ces formes de violence sont-elles la conséquence d'un certain laxisme entretenu par l'école ? Ou bien sont-elles le fait d'élèves soumis à des humiliations (celles provoquées par les notes, par exemple) ?

Violence verbale et violence institutionnelle

Un rapide état des lieux permet de constater que, sans être l'établissement de France le plus soumis aux actes de violence les plus graves, notre Lycée connaît des formes de violence et d'incivilités réelles : manque de maîtrise des différents registres de la parole ; extrême vulgarité et gravité des insultes échangées entre « camarades de classe », considérées parfois par certains comme un jeu, mais dont les victimes souffrent, nous dit une CPE, et établissant toujours, en fait, un rapport de dominant à dominé et donc d'humiliation. La violence, même présentée, par ceux qui y recourent, comme un jeu, est un moyen d'affirmer une hiérarchie.

Cette situation aboutit, de l'avis d'un professeur de langue, à une auto marginalisation des élèves parmi lesquels beaucoup ne ressentent plus le règlement intérieur du Lycée que comme un moyen de les « embêter ». Ils ne comprennent plus du tout la notion de règle et ne voient pas ce qu'est la transgression (cela ne les empêche pas d'être très durs lorsqu'ils constatent une faute commise par un autre).

D'une façon plus générale, refuser ce qui se fait dans le Lycée, y compris travailler, c'est une forme de violence. L'ennui qui en résulte incite à se divertir et cela dégénère en incivilités.

Dans ce sens, un professeur de philosophie remarque que c'est l'oralité qui fait la norme ; mais ici, c'est une langue non maîtrisée : cela est exclu. La maîtrise de l'argumentation permettrait, au contraire, d'éviter la violence.

Mais peut-être, cette violence verbale (voire physique) est-elle la réaction des élèves à une institution, l'école qui ennue et déçoit souvent l'élève : dans la mesure où elle démontre que tout ne vient pas tout seul. Ne pas pouvoir exprimer cette humiliation peut expliquer, selon une CPE, le passage à l'acte.

Selon un professeur d'Histoire, la question se pose de savoir si l'élève ne ressent pas le système éducatif, l'évaluation, l'orientation, comme une violence. On peut admettre que ce soit le cas, puisque les commissions d'évaluation et d'orientation sont souvent contraintes de dire « non », de contraindre l'élève à renoncer à ses désirs. La démagogie qui consiste à envoyer des élèves dans des sections difficiles, s'il n'en a pas les moyens, est une attitude génératrice de violence. Ce à quoi un membre du CIO rétorque qu'essayer d'obtenir un baccalauréat ne doit pas être considéré comme un échec. On retombe sur le problème de l'accompagnement insuffisant des élèves en difficultés. Et il faut d'urgence revaloriser la voie professionnelle ; car il existe des baccalauréats réputés techniques,

refuges des élèves en difficultés graves, qui ne donnent guère de chance à ceux qui l'obtiennent de pouvoir, dans l'Université ou dans le monde du travail, les valoriser.

Normes et sanctions

Les normes sociales existent cependant à l'intérieur des établissements, mais certains élèves les méprisent.

Pour le directeur du CIO, c'est le signe d'une jeunesse « tonique », « turbulente ».

Pour un professeur de philosophie, ce mépris des règles est le fait d'une jeunesse qui choisit ses propres normes et se les applique à elle-même.

Quelles causes donner à une telle évolution du comportement ?

Un professeur de Lettres note que les adultes ont en général perdu leur aura, leur autorité ; la compétence et le savoir ne paraissent plus suffire à elles seules à inspirer le respect. Quelle démarche faut-il alors faire pour rétablir l'autorité ?

La réunion de l'équipe pédagogique paraît être une solution ; mais elle est souvent insuffisante : selon une CPE, à un moment donné, il faut des sanctions afin de briser le sentiment d'impunité qui explique souvent les comportements les plus outranciers. En fait, les élèves sont demandeurs de normes et de repères : il s'agit, par la sanction, non pas d'inspirer la peur, mais de montrer les limites. Pour cela, il faut expliquer la sanction. On constate que, lorsque les élèves voient en quoi ils transgressent le règlement intérieur, celui-ci cesse de leur sembler « bizarre ». Une sanction sera d'autant plus efficace qu'elle sera légitime.

L'environnement économique et social.

Un constat est partagé par tout le monde : les médias et notamment les émissions de variété, les émissions de « télé réalité » voire certains débats, semblent avoir une lourde part de responsabilité dans la banalisation de la violence verbale, l'irrespect, la facilité, la vulgarité. La société et ses responsables ne peuvent continuer de faire semblant d'ignorer l'impact que ces émissions peuvent avoir sur les adolescents et l'école.

Il convient de rappeler leurs devoirs aux responsables de l'Etat dans leur ensemble : dans la mesure où ceux-ci considèrent, par l'organisation de ce débat national, que l'école est l'affaire de tous, ils ne peuvent pas laisser des parts entières de la société véhiculer d'autres valeurs que celles de l'école.

Les familles non plus ne doivent pas oublier que c'est en elles que se forge la « culture scolaire ».

Comment faire comprendre à un élève la valeur de l'engagement dans l'effort à long terme, alors que partout est exaltée l'illusion des profits faciles et immédiats, y compris au niveau local, en la personne du dealer ?

Le rôle des familles est évidemment déterminant : il faudrait qu'elles puissent faire le tri des émissions, mais cela suppose une éducation préalable (même pour simplement décider d'éteindre la télévision).

Des parents d'élèves constatent que « l'enfant roi » finit par dicter sa loi à ses parents qui, vite dépassés, baissent les bras. Cela produit des jeunes qui ne savent plus se dépasser et finissent par ne plus chercher qu'à utiliser les autres. Face à de telles personnes, toute règle ne peut qu'apparaître violente. La vie en société est donc vécue comme une agression.

La question est posée de savoir si les replis communautaires ne sont pas des tentatives de réorganisation de la société face aux désastres constatés.

L'école doit évidemment tenter de rattraper ces élèves, même s'il ne faut pas se faire d'illusion. La encore, nous constatons que si l'école ne rappelle pas, éventuellement sévèrement, les règles, elle trahit les élèves : elle ne les prévient pas de ce qui les attend lorsqu'ils sortent de l'école pour entrer dans la vie professionnelle et adulte. Ce serait mentir aux élèves.

